



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

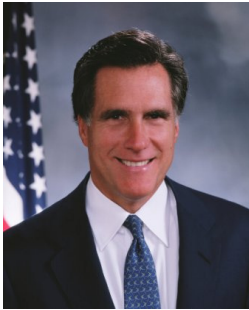
Notre analyse	1
Le renminbi à nouveau dans la mire du Congrès	2
Le Sénat renouvelle le Programme d'aide à l'ajustement au commerce et le Système généralisé de préférences	4
La prolongation de la procédure « fast track » rejetée par le Sénat	5
Les négociations du Partenariat TransPacifique piétinent	6
Études économiques et articles connexes	7

Résumé analytique : La politique commerciale américaine fait du surplace. La menace d'une nouvelle récession, le maintien d'un taux de chômage élevé et les tensions politiques entre républicains et démocrates entravent la politique commerciale de l'Administration. Les citoyens américains remettent de plus en plus en question les bienfaits du libre-échange. Qu'il s'agisse des initiatives du Congrès pour presser la Chine à réévaluer son taux de change ou encore de certaines clauses des nouveaux projets de relance de l'Administration Obama, on voit bien que la tentation de faire porter le blâme des difficultés économiques des États-Unis sur ses partenaires commerciaux n'est jamais bien loin.

Autre source d'interrogation : l'Administration fait preuve de retenue dans ses initiatives commerciales. Ainsi, dans le cas des négociations sur le Partenariat TransPacifique, les États-Unis semblent hésiter à avancer des propositions concrètes sur les chapitres sensibles de l'accord. Quant au renouvellement de la procédure de ratification accélérée des accords commerciaux (*fast-track*), rien ne devrait bouger avant 2013. Enfin, sur une note plus positive, un compromis semble se dessiner à l'horizon entre les deux grands partis sur les accords de libre-échange avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie.

Le renminbi à nouveau dans la mire du Congrès

Le Congrès se penchera à nouveau sur un projet de loi qui contraindrait le département du Trésor à reconnaître que la Chine manipule sa monnaie, auquel cas celle-ci se verrait imposer des tarifs compensatoires. Étant donné l'intégration croissante et l'importance des échanges entre les économies américaine et chinoise, l'imposition de sanctions commerciales unilatérales de la part des États-Unis serait un obstacle majeur aux relations déjà tendues entre les deux superpuissances. De nombreux projets de loi similaires ont été déposés au Congrès ces dernières années sans toutefois être adoptés. Cependant, le maintien d'un taux de chômage élevé, une croissance économique anémique et l'impopularité croissante du libre-échange pourraient bien changer la donne cette fois-ci. De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer l'absence de réciprocité à l'ouverture commerciale des États-Unis. La Maison-Blanche, qui reconnaît le problème causé par la sous-évaluation du renminbi, préfère user d'approches diplomatiques plus souples pour ne pas froisser Pékin. Si ce projet de loi était adopté, le président Obama se trouverait dans une position pour le moins délicate face à son ombrageux partenaire.



« Je prendrai des mesures contre les tricheurs comme la Chine. [...] Nous ne pouvons nous permettre une guerre commerciale. Mais nous ne pouvons pas non plus capituler. »

– Mitt Romney, discours devant une assemblée du Parti républicain, 6 septembre 2011.

Le projet de loi S.1619, *To provide for identification of misaligned currency, require action to correct the misalignment, and for other purposes*, présenté par le sénateur Sherrod Brown (D-OH), sera soumis au vote du Sénat en octobre et devrait être adopté. Un projet de loi concurrent à la Chambre des représentants a l'appui de 201 représentants, soit 17 de moins que la majorité requise. Les deux projets reçoivent un appui bipartisan. Historiquement, les démocrates appuient davantage que les républicains les initiatives protectionnistes.¹ Mais une nouvelle tendance se dessine. De plus en plus de représentants républicains, notamment les nouveaux élus du Tea Party, appuient publiquement l'idée d'imposer des sanctions commerciales à la Chine. La prise de position sans équivoque du populaire candidat républicain à l'investiture, Mitt Romney, incarne ce changement. Les leaders républicains à la Chambre des représentants restent prudents devant ces projets de loi, mais si de fortes pressions se dessinent à l'intérieur du parti, ils pourraient les appuyer.

Le problème de la sous-évaluation du renminbi n'est pas nouveau. La Chine, grâce à ses réserves de change imposantes, dont la valeur s'élève à près de 3 000 milliards de \$ É-U, toutes devises confondues, maintient une parité fixe par rapport à un panier de devises dominé par le dollar É-U. Malgré une appréciation de plus de 20 % de la valeur du renminbi par rapport au dollar américain au cours des six dernières années, la majorité des analystes pense que la devise

¹ Pour plus de détails sur les dernières initiatives du Congrès contre la manipulation de la devise chinoise, voir la Chronique commerciale américaine, vol. 3, no 24, 28 septembre 2010, en ligne : CEIM http://www.icim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5840



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

chinoise reste sous-évaluée, entre 20 à 45 % selon les estimations.² De plus, pour limiter les effets de la crise économique de 2008-09 sur ses entreprises exportatrices, moteur de son économie, la Chine a freiné l'appréciation de sa devise. Cela lui procure évidemment un avantage comparatif majeur, en partie révélé par son excédent commercial gigantesque avec les États-Unis (273 milliards de \$ É-U en 2010 pour le commerce de marchandise, soit plus de 40% du déficit commercial américain total). La Chine se défend bien d'appliquer des mesures mercantilistes. Pour justifier sa position, Pékin souligne plutôt la dépendance de l'économie vis-à-vis des marchés extérieurs et fait du contrôle de sa devise une question de stabilité économique et politique intérieure. Un flottement généralisé du renminbi et son appréciation subséquente pourraient effectivement engendrer des pertes d'emplois massives en Chine.

« Nous devons permettre à l'Administration Obama d'avoir les outils nécessaires pour contraindre la Chine d'accélérer l'appréciation de sa devise et d'assurer une situation de concurrence équitable pour les entreprises américaines. »

– Sherrod Brown, communiqué de presse, 22 septembre 2011.



D'un autre côté, il n'est pas étonnant que les États-Unis, dont les entreprises manufacturières sont de moins en moins concurrentielles, soient insensibles aux arguments chinois. La stratégie des Administrations Bush et Obama pour contrer les pratiques commerciales déloyales chinoises est cependant toujours restée mesurée. Elle a oscillé entre des pressions diplomatiques, l'utilisation des tribunaux d'arbitrage commerciaux internationaux lorsque des pratiques déloyales sectorielles étaient avérées et l'internationalisation des normes américaines en matière de concurrence. La Maison-Blanche considère qu'il y a plus d'avantages à ouvrir progressivement le marché chinois qu'à adopter une attitude intransigeante. Les projets de loi actuellement à l'étude au Congrès forceraient l'Administration à adopter une approche beaucoup plus agressive. Le département du Trésor a le pouvoir d'imposer des droits compensatoires sur des produits étrangers lorsqu'une entreprise américaine peut démontrer que la manipulation d'un taux de change procure un avantage déloyal à une entreprise étrangère. Dans les faits, le département n'utilise pas cette prérogative. Les projets de loi actuellement à l'étude simplifieraient la procédure légale pour les entreprises américaines et limiteraient le pouvoir discrétionnaire du département du Trésor. Le potentiel de dérive protectionniste et de représailles commerciales de la part de la Chine est donc bien réel. La Maison-Blanche, coincée entre un double déficit colossal et une croissance anémique, veut éviter à tout prix que la Chine mette un frein à son agenda de libéralisation économique.

Pour consulter le texte du projet de loi S.1619, *To provide for identification of misaligned currency, require action to correct the misalignment, and for other purposes*, voir : GPO <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-112s1619pcs/pdf/BILLS-112s1619pcs.pdf>

Pour consulter le texte du projet de loi H.R.639, *Currency Reform for Fair Trade Act*, voir : GPO <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CRPT-111hrpt646/html/CRPT-111hrpt646.pdf>

² Voir par exemple : Le dossier du Peterson Institute, en ligne : <http://iie.com/research/topics/hottopic.cfm?HotTopicID=3> ; voir aussi Roya Wolverson, « Confronting the China-U.S. Economic Imbalance », *Council on Foreign Relations*, 19 octobre 2010, en ligne : CFR <http://www.cfr.org/china/confronting-china-us-economic-imbalance/p20758>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

Sources : Doug Palmer, « Analysis: Jobs deficit fuels Senate action on China yuan », *Reuters*, 21 septembre 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/09/21/us-usa-china-currency-idUSTRE78K4V520110921> ; Wayne M. Morrison, « China-U.S. Trade Issues », *Congressional Research Service*, 29 août 2011, en ligne : State.gov <http://fpc.state.gov/documents/organization/174214.pdf> ; Doug Palmer, « Senate to Take Up China Currency Bill Next Week », *Reuters*, 27 septembre 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/09/27/us-usa-china-currency-idUSTRE78Q4Y720110927> ; Vicki Needham, « Senators Introduce Bipartisan Bill to Crack Down on China's Currency », *The Hill*, 22 septembre 2011, en ligne : TheHill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/183303-senators-introduce-bipartisan-bill-to-crack-down-on-chinas-currency> ; Sherrod Brown, « Brown Leads Bipartisan Group of Senators in Jobs Bill Cracking Down on Chinese Currency Manipulation », *Press Release*, 22 septembre 2011, en ligne : Brown http://brown.senate.gov/newsroom/press_releases/release/?id=507cb7ba-3d04-437d-b7e6-a26d51a4e922 ; Philip Rucker et Karen Tumulty, « Romney Unveils Sweeping Plan for Jobs, Economy », *Washington Post*, 6 septembre 2011, en ligne : WashingtonPost http://www.washingtonpost.com/politics/romney-to-unveil-plan-for-jobs-economy/2011/09/06/gIQAAMUW16I_story.html

Le Sénat renouvelle le Programme d'aide à l'ajustement au commerce et le Système généralisé de préférences

Le Sénat a approuvé un projet de loi, H.R. 2832 : *To extend the Generalized System of Preferences, and for other purposes*, qui reconduit le Programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC, *Trade Adjustment Assistance (TAA)* en anglais) et le Système généralisé de préférences (SGP) jusqu'en juillet 2013. La Chambre des représentants doit maintenant se pencher sur ce projet de loi amendé qui

pourrait rapidement conduire au dépôt des accords de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie, en attente de ratification par le Congrès. L'Administration Obama et le leadership républicain doivent d'abord trouver un compromis sur les procédures à suivre. Depuis le début de l'été 2011, la Maison-Blanche est prête à déposer les ALE au Congrès, mais

« Nous attendons de la part du Président le dépôt à la Chambre des représentants des trois accords de libre-échange afin de les considérer parallèlement avec le projet de loi voté au Sénat qui renouvelle le SGP et le PAAC. Si le Président soumet les accords promptement, je suis persuadé que les quatre projets de loi peuvent être entérinés avant la mi-octobre. »

– John Boehner, communiqué de presse, 22 septembre 2011.

« Le PAAC est une composante essentielle de l'agenda commercial équilibré du Président Obama qui cherche à créer des emplois aux États-Unis en augmentant les exportations tout en reconnaissant les coûts potentiels de l'ouverture des marchés. »

– USTR, Communiqué de presse, 22 septembre 2011.

elle souhaite d'abord recevoir l'assurance que les élus républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, renouvelleront le PAAC dans sa version bonifiée de 2009, ce que ces derniers refusent de faire.³ Le président de la Chambre des représentants, John Boehner (R-OH), a annoncé que le projet de loi sur le renouvellement du PAAC serait étudié parallèlement avec ceux sur les ALE. Les deux parties restent donc sur leurs positions initiales. La visite officielle du président sud-coréen, Lee

³ Pour un aperçu de la procédure législative en cours, voir la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 20, septembre 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6896 ; pour plus de détails concernant le débat entourant le PAAC, voir la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 18, juin 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6703 ; voir aussi J. F. Hornbeck et Laine Elise Rover, « Trade Adjustment Assistance (TAA) and Its Role in U.S. Trade Policy », *Congressional Research Service*, 11 août 2011, en ligne : FAS <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R41922.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

Myung Bak, le 13 octobre, pourrait cependant encourager la Maison-Blanche à déposer le projet de loi sur l'ALE avec la Corée du Sud dès la première semaine du mois d'octobre, avec ou sans confirmation d'appui républicain au PAAC.

Sources : Associated Press, « Senate Passes Worker Aid Bill Key to Consideration of Free Trade Agreements », *Washington Post*, 22 septembre 2011, en ligne : WP http://www.washingtonpost.com/business/worldbusiness/senate-nears-final-vote-on-worker-aid-bill-key-to-consideration-of-free-trade-agreements/2011/09/22/gIQAyusmK_story.html ; USTR, « USTR Ron Kirk Applauds Senate Passage of Key Trade Programs », *Press Release*, 22 septembre 2011, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/september/ustr-ron-kirk-applauds-senate-passage-key-trade> ; John Boehner, « Congressman Boehner: House Will Act When President Submits Three Trade Bills to Congress », *Press Release*, 22 septembre 2011, en ligne : Boehner.House <http://boehner.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=261462>

La prolongation de la procédure « fast track » rejetée par le Sénat

Lors du vote sur le projet de loi H.R. 2832 : *To extend the Generalized System of Preferences, and for other purposes*, un amendement républicain qui aurait reconduit jusqu'en juillet 2013 les compétences en matière de promotion commerciale du Président (TPA, *Trade Promotion Authority*), la procédure « fast track », a été défait par un vote en bloc des sénateurs démocrates. La procédure « fast track » est échue depuis 2007. Elle permet à l'Administration de déposer des accords de libre-échange (ALE) au Congrès sans qu'ils puissent être amendés par la suite. Devant l'impopularité croissante des ALE et le risque de l'élection d'un républicain à la présidence en 2012, les démocrates préfèrent reporter le renouvellement du mandat de négociateur (TPA) au moment jugé opportun par l'Administration pour entamer de nouvelles négociations commerciales, ce qui est peu probable en 2012. Aucun ALE n'a été négocié sans la protection de la procédure « fast track ». Notons que les négociations du Partenariat TransPacifique (TPP) ont été entamées avant l'expiration du TPA en 2007.



« Sans renouvellement du TPA, il n'y aura pas de nouveaux accords commerciaux. [...] Et c'est pourquoi j'ai toujours défendu l'idée que le Président devrait jouir des mêmes privilèges que ses prédécesseurs en matière de promotion commerciale. »

– Mitch McConnell (R-KY), 20 septembre 2011.

Sources : Doug Palmer, « Senate Rejects Trade Promotion Authority for Obama », *Reuters*, 20 septembre 2011, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2011/09/20/us-usa-trade-congress-idUSTRE78J6FU20110920>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

Les négociations du Partenariat TransPacifique piétinent

La 8^e phase des négociations du Partenariat TransPacifique⁴ (TPP) s'est déroulée du 8 au 15 septembre à Chicago. Les neuf pays participants, l'Australie, le Sultanat de Brunei, le Chili, les États-Unis, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam, ont annoncé avoir fait de nombreux progrès, mais les négociations achoppent sur plusieurs points litigieux comme l'investissement ou les normes du travail. Les négociations prennent du retard et de nombreux observateurs mettent en doute la capacité des parties à présenter un accord-cadre crédible en novembre lors de la réunion du Forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) comme le souhaite la Maison-Blanche.

Lors de la réunion de Chicago, les États-Unis ont présenté un document de travail controversé qui doit permettre de jeter les bases d'une approche commune en matière de droits de propriété intellectuelle (DPI) sur les brevets pharmaceutiques. La proposition *Trade Enhancing Access to Medicines* (TEAM) a pour objectif de renforcer le respect des brevets pharmaceutiques tout en stipulant des règles précises d'accès aux médicaments génériques. Ainsi, une entreprise pharmaceutique pourrait bénéficier d'une protection accrue de ses brevets si elle fait valider rapidement ses nouveaux produits sur les marchés des pays participants au TPP. En échange, les entreprises s'engageraient à fournir des versions génériques des produits à prix déterminé une fois la période de protection échu. Le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) espère ainsi accroître l'accès aux marchés étrangers pour les entreprises pharmaceutiques américaines tout en favorisant l'accès aux médicaments génériques pour les populations les plus pauvres. Cette approche a été unanimement condamnée par les organisations non gouvernementales spécialisées en santé publique. Elles y voient avant tout la défense des intérêts de l'industrie pharmaceutique. Les groupes de pression représentant cette industrie sont très actifs auprès du gouvernement. Un groupe bipartisan de 35 sénateurs mené par Orrin Hatch (R-Utah) et John Kerry (D-Mass.) ont fait parvenir une lettre au représentant américain au Commerce, Ron Kirk,

« L'accès à des médicaments abordables sera menacé pour les populations des pays en développement si les États-Unis vont de l'avant avec l'application de droits de propriété intellectuelle contraignants dans le cadre du Partenariat Transpacifique. »

– Médecins Sans Frontières, communiqué de presse, 8 septembre 2011.

« [La proposition TEAM] permettra d'améliorer l'accès à des médicaments novateurs et génériques dans la région de l'Asie-Pacifique, grâce à des réductions tarifaires, à des dispositions assurant le respect des droits de propriété intellectuelle et d'autres mesures. »

– Ron Kirk, communiqué de presse, septembre 2011.

demandant à ce que les DPI relatifs aux brevets pharmaceutiques soient aux moins équivalents aux pratiques en vigueur aux États-Unis, se rangeant ainsi aux arguments des entreprises pharmaceutiques. Ce débat extrêmement polarisé fait apparaître les pressions divergentes auxquelles fait face l'Administration Obama dans sa tentative de négocier un accord de libre-échange en profondeur et plurilatéral qui couvre tous les aspects du commerce.

La réunion de Chicago a aussi donné lieu à des manifestations et à une levée de boucliers de la part des syndicats et des groupes de pression qui défendent les droits des travailleurs. Ils

⁴ Pour une mise en contexte détaillée du TPP, voir la Chronique commerciale américaine du mois de septembre 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6896



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

craignent les délocalisations d'entreprises vers des pays comme le Sultanat de Brunei, la Malaisie et le Vietnam. L'Administration Obama n'a toujours pas fait connaître ses intentions en matière de normes du travail pour le TPP. L'USTR n'a pas voulu confirmer s'il établirait ou non ses propositions sur le compromis bipartisan survenu entre le Congrès et l'exécutif le 10 mai 2007. Ce compromis prévoit l'application de cinq conventions fondamentales de l'Organisation mondiale du travail (OIT) dans les ALE négociés par les États-Unis, soit la reconnaissance de la liberté d'association, le droit à la négociation collective, ainsi que la condamnation du travail forcé, du travail des enfants et de la discrimination basée sur le sexe. Il prévoit aussi des procédures de surveillance du respect des normes minimales et des sanctions commerciales en cas de violation des droits fondamentaux. L'Administration pourrait revoir ces procédures de manière à faciliter l'intégration à l'accord de pays membres de l'APEC qui seraient incapables à court terme d'appliquer des normes aussi élevées.

La 9^e phase de négociation du TPP se tiendra à Lima au Pérou du 24 au 28 octobre prochain. Les États-Unis y dévoileront leur proposition sur les règles de concurrence pour les entreprises publiques, un sujet sensible pour le Vietnam. Les participants à l'accord se réuniront ensuite à Hawaï en marge du sommet de l'APEC qui se tiendra du 12 au 20 novembre 2011.

Pour consulter le document de travail de la proposition américaine en matière de brevets pharmaceutiques, *Trade Enhancing Access to Medicines* (TEAM), voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/september/trade-enhancing-access-medicines>

Pour consulter la lettre des 35 Sénateurs qui supportent l'application stricte des brevets pharmaceutiques, voir : <http://finance.senate.gov/newsroom/ranking/release/?id=9fc0a1bb-e420-418a-835c-14512434a436>

Pour consulter la réaction de Médecins Sans Frontières à la proposition américaine, voir :

<http://www.msfaccess.org/about-us/media-room/press-releases/access-lifesaving-generic-medicines-threatened-us-trade-pact>

Sources : « Trans-Pacific Talks Inch Forward at Chicago Meeting », Bridges Weekly Trade News Digest, vol 15, no 31, 21 septembre 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/114215/> ; Eric Martin, « Pacific Negotiators Seeking Trade Accord to Target Labor Rights, U.S. Says », *Bloomberg*, 15 septembre 2011, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2011-09-16/pacific-negotiators-seeking-trade-accord-to-target-labor-rights-u-s-says.html> ; Travis McArthur, « November Deadline for Obama's First Trade Deal Falls Away as Controversies Roil Chicago Trans-Pacific Trade Talks », *Public Citizen*, 15 septembre 2011, en ligne : <http://www.citizen.org/documents/press-release-november-deadline-for-obamas-first-trade-deal-sept-15-2011.pdf> ; James Love, « USTR releases new White Paper on Access to Medicine: includes almost no specifics in terms of negotiating positions », *Knowledge Ecology International*, 12 septembre 2011, en ligne : KEI <http://keionline.org/node/1262>

Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

Lori Wallach, « Trade Pacts Obama Is Flacking in Jobs Plan Would Increase Trade Deficit Say Government Studies », *Huffington Post*, 7 septembre 2011, en ligne : [HuffingtonPost http://www.huffingtonpost.com/lori-wallach/obama-free-trade_b_945388.html](http://www.huffingtonpost.com/lori-wallach/obama-free-trade_b_945388.html)

Doug Palmer, « USTR Kirk Hopes Trade Deals Passed by November APEC Meet », *Reuters*, 12 septembre 2011, en ligne : [Reuters http://www.reuters.com/article/2011/09/12/us-usa-trade-deals-idUSTRE78B72220110912](http://www.reuters.com/article/2011/09/12/us-usa-trade-deals-idUSTRE78B72220110912)



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

Tido von Shoen-Engerer, « Shooting Itself In the Foot: The Broken Promises of the U.S. Trade Agenda », *Huffington Post*, 14 septembre 2011, en ligne : HuffingtonPost
http://www.huffingtonpost.com/tido-von-schoenangerer/shooting-itself-in-the-fo_b_959847.html

International Centre for Trade and Sustainable Development, « Questions over Future of Doha Intensify as Ministerial Draws Nearer », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 30, 14 septembre 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/113911/>

International Centre for Trade and Sustainable Development, « UNCTAD: Austerity Measures Could Slow Global Economic Recovery », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 30, 14 septembre 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/113899/>

International Centre for Trade and Sustainable Development, « China Restrictions on Rare Earths Prompt EU, US, Japan Gathering », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 31, 21 septembre 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/114203/>

Uri Dadush et William Shaw, « The Rise of Emerging Markets Requires a New WTO », *International Economic Bulletin*, 22 septembre 2011, en ligne : CEIP
<http://carnegieendowment.org/2011/09/22/rise-of-emerging-markets-requires-new-wto/57p9>

Vicki Needham, « Pelosi and Reid at Odds with Obama Over Trade », *The Hill*, 25 septembre 2011, en ligne : TheHill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/183759-pelosi-and-reid-at-odds-with-obama-on-trade-deals->

Études économiques et commerciales :

Inter-American Dialogue, « A Decade of Change - Political, Economic, and Social Developments in Western Hemisphere Affairs », *Inter-American Dialogue*, septembre 2011, en ligne : IAD
<http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=2732>

Edward Alden et Matthew J. Slaughter, dir., « U.S. Trade and Investment Policy », *Council on Foreign Relations*, Task Force Report No. 67, septembre 2011, 128 p., en ligne : CFR
<http://www.cfr.org/trade/us-trade-investment-policy/p25737>

Brookings Institute, « Brookings Papers on Economic Activity », *Brookings Institute*, septembre 2011, en ligne : Brookings <http://www.brookings.edu/economics/bpea.aspx>

Neil Bouhan et Paul Swartz, « The Economic Recovery in Historical Context », *Council on Foreign Relations*, 7 septembre 2011, en ligne : CFR <http://www.cfr.org/geoeconomics/quarterly-update-economic-recovery-historical-context/p25774>

Sergio Bitar, « Latin America and the United States - Looking Towards 2020 », *Inter-American Dialogue*, 7 septembre 2011, en ligne : IAD
<http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=2733>

Uri Dadush et Vera Eidelmann, dir., « Currency Wars », *Carnegie Endowment for International Peace*, 15 septembre 2011, en ligne : CEIP
http://carnegieendowment.org/2011/09/15/currency%2Dwars/5b7x?solr_hilite=currency+war



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 21, octobre 2011

Robert E. Scott, « Growing U.S. Trade Deficit with China Cost 2.8 Million Jobs Between 2001 and 2010 », *Economic Policy Institute*, 20 septembre 2011, en ligne : EPI

<http://www.epi.org/publication/growing-trade-deficit-china-cost-2-8-million/>

Jeanne J. Grimmett, « Trade Preferences for Developing Countries and the World Trade Organization (WTO) », *Congressional Research Service*, 23 septembre 2011, en ligne : State.gov

<http://fpc.state.gov/documents/organization/174248.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278